

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mercredi 12 novembre 1952, à 15 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Pages

Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes: rapport du Comité <i>ad hoc</i> pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [A/2178]	153
---	-----

Président: M. Rodolfo MUNOZ (Argentine).

Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes: rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [A/2178]

[Point 36*]

1. M. KHALIDY (Irak), parlant en qualité de Président du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs, présente le rapport du Comité (A/2178).

2. La question de savoir si un territoire est ou n'est pas complètement autonome est un des problèmes résultant des dispositions de la Charte qui a influencé de diverses manières les discussions de la Quatrième Commission. Ce problème s'est posé dès 1946, au cours de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale, lorsqu'après avoir examiné les communications adressées par les gouvernements l'Assemblée générale a décidé que la meilleure procédure à suivre à l'époque consistant à inclure dans la résolution 66 (I) de l'Assemblée générale une liste des territoires qui, d'après les déclarations des Puissances administrantes, relevaient des dispositions du Chapitre XI de la Charte. En 1949, comme plusieurs Puissances administrantes avaient cessé de transmettre au sujet des certains territoires des renseignements prévus à l'Article 73, e, de la Charte, l'Assemblée générale, dans sa résolution 334 (IV) a invité le Comité spécial sur les renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte à étudier les facteurs dont il conviendrait de tenir compte pour décider si tel ou tel territoire est ou n'est pas un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes. Ce comité a été en mesure de présenter à l'Assemblée générale un rapport (A/1836, quatrième partie) contenant une liste de facteurs, mais il a précisé que cette liste ne devait pas être considéré comme étant complète. La Quatrième Commission a examiné

le problème en se fondant sur cette liste et elle a créé, pendant la sixième session de l'Assemblée générale, un comité chargé d'étudier la question d'une manière plus approfondie. Ce comité a dressé deux listes de facteurs: la première énumère les facteurs qui permettent de conclure qu'un territoire a accédé à l'indépendance ou à toute autre forme d'autonomie séparée; la seconde énumère les facteurs qui permettent de conclure qu'un territoire est librement associé, sur un pied d'égalité, à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre pays. Sur la recommandation de la Quatrième Commission, l'Assemblée générale, dans sa résolution 567 (VI), a décidé de prendre pour base ces deux listes; dans la même résolution l'Assemblée générale, considérant que l'élaboration d'une liste plus définitive des facteurs en question exigeait une étude approfondie fondée sur des renseignements plus complets, a invité les Membres des Nations Unies à faire connaître leurs vues au Secrétaire général au sujet des facteurs énumérés dans les listes préparées à la sixième session de l'Assemblée générale et elle a créé un Comité *ad hoc* de dix membres, chargé de poursuivre l'étude de la question. C'est du rapport de ce comité que la Quatrième Commission est maintenant saisie.

3. Le Comité *ad hoc* a été guidé, dans ses travaux, par certaines considérations d'ordre général. Il a été décidé, en premier lieu, que le Comité devait s'occuper uniquement des territoires non autonomes auxquels s'applique le Chapitre XI de la Charte; on trouvera au paragraphe 5, A, du document A/2178 le détail des circonstances antérieures dans lesquelles ce point a été discuté. En second lieu, le Comité a admis qu'il n'était pas compétent pour prévoir quelle autorité doit décider qu'un territoire s'administre lui-même dans une mesure telle qu'il se trouve en dehors du champ d'application de l'Article 73, e, de la Charte. Plusieurs membres du Comité *ad hoc* se sont réservé le droit de reprendre cette question à l'Assemblée générale. En troisième lieu, le Comité a convenu de renvoyer à l'Assemblée générale la question de savoir dans quelle mesure les dispositions de l'Article 73, e, continuent de s'appliquer au cas de territoires qui n'ont pas accédé à l'indépendance ou n'ont

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

pas été pleinement intégrés à un autre Etat, mais ont atteint une complète autonomie dans le domaine de leurs affaires intérieures. Le Gouvernement des Pays-Bas a présenté sur cette question une liste de facteurs qui a été incorporée au rapport du Comité.

4. Après avoir ainsi réglé ces questions de compétence, le Comité a établi une liste révisée des facteurs dont il a donné le détail dans son rapport. Les deux grandes catégories générales ont été maintenues, mais la première a été subdivisée en deux: d'une part, les facteurs qui permettent de conclure qu'une population a accédé à l'indépendance, d'autre part, les facteurs permettant de conclure qu'une population a accédé à une autre forme d'autonomie séparée. La deuxième catégorie générale porte, comme auparavant, le titre: "Facteurs permettant de conclure qu'un territoire est librement associé à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre pays".

5. Le Gouvernement de l'Irak a proposé d'ajouter à la liste un nouveau facteur concernant les forces armées; mais, comme cette proposition soulevait des questions difficiles de sécurité qui échappaient à la compétence du Comité, il a été convenu de mentionner dans la liste des facteurs la question de la compétence en matière de défense nationale et de reproduire dans le paragraphe 5, E, du rapport le texte proposé par le Gouvernement de l'Irak.

6. Le Gouvernement du Royaume-Uni a adressé au Secrétaire général une liste de facteurs dont il conviendrait, à son avis, de tenir compte dans toute la mesure possible pour décider si un territoire est ou n'est pas un territoire dont la population s'administre complète-

ment elle-même. Le Comité a décidé d'incorporer dans sa liste les points ayant trait aux droits politiques des personnes. Pour ce qui est des autres points concernant la situation du pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire et la sécurité intérieure, il a été convenu de les mentionner dans le rapport.

7. L'accord a pu se faire sur chaque facteur de la liste sans qu'il soit nécessaire de les mettre aux voix. Cependant, lors de l'adoption de l'ensemble du rapport, par 7 voix contre zéro, avec 2 abstentions, certaines délégations ont formulé des réserves formelles et il a été décidé que toutes les délégations pourraient librement réexaminer le rapport au cours de la session de l'Assemblée générale.

8. La déclaration la plus importante qu'ait faite le Comité est la suivante. Une énumération de facteurs ne peut avoir qu'une valeur d'indication lorsqu'il s'agit de déterminer si un territoire s'administre ou non complètement lui-même. Chaque cas particulier doit être tranché en tenant compte des circonstances qui lui sont propres. Le paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 567 (VI) met ce principe en lumière en soulignant qu'une telle liste de facteurs ne saurait être considérée comme complète ou définitive.

9. En terminant, M. Khalidy se félicite de l'esprit de collaboration dans lequel le Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs a procédé à ses travaux et il rend hommage à la diligence et au dévouement du secrétariat de cet organe.

La séance est levée à 16 h. 15.